

Au CLAIR de la lutte

Bulletin de la Tendance CLAIRE du NPA

pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire
(fondée sur le programme historique de la IV^e Internationale)
N°16, juin-juillet 2013 — 1 € (soutien : 2 €)

Le capitalisme à la retraite et sans pension !



France : préparons le combat pour les retraites !

Économie : une récession à n'en plus finir

NPA : contributions et bilan des CPN de mars et de mai

Bangladesh : le capital ensanglanté

Le capitalisme à la retraite et sans pension !

La réussite économique, c'est une question de classe...

De nombreux prétendus experts passent en boucle à la télévision pour nous parler des sacrifices à faire pour « relancer la France », pour l'avenir, etc. Ils s'appuient souvent sur l'exemple de pays « modèles » en mettant en avant des indicateurs essentiellement liés aux intérêts de la bourgeoisie. L'augmentation des inégalités sociales et le fait que la richesse des uns se fait toujours en dernière analyse sur le dos des autres ne comptent pas pour eux. Mais les révoltes dans certains pays rappellent combien leurs lunettes ne leur donnent qu'une vision partielle et partielle des réalités sociales.

À Stockholm, en Suède, dans la nuit du 20 mai, des émeutes se sont déroulées suite à une bavure policière qui a entraîné la mort d'un immigré portugais. Au cours des cinq nuits suivantes, les émeutes se sont propagées à d'autres quartiers de Stockholm. 300 voitures, un commissariat et deux écoles ont été brûlés.

Certains journaux bourgeois ne veulent voir dans ces actes qu'une façon de tromper l'ennui. On voit bien ce qu'une telle interprétation, politiquement neutre, a de rassurant pour eux : l'idée d'avoir à faire face à une contestation sociale ne leur plaît certes pas ! Il est vrai que cela obligerait par exemple à reconnaître la défiance croissante vis-à-vis de « l'ordre établi ».

On peut dès lors légitimement penser que cette caractérisation négative trouve ses racines dans les disparités sociales qui frappent la Suède, remettant en question

le modèle « scandinave » et ses « compromis sociaux ». La Suède n'a en effet pas échappé aux privatisations et au démantèlement de l'État « social », avec une forte croissance des inégalités depuis les années 90. En 2007, 1% des ménages contrôlaient 29 % de la richesse du pays et 10% des ménages les plus riches en possédaient 72%¹.



Manifestations sur la place Taksim, Istanbul, le 8 juin 2013.

Depuis le 31 mai en Turquie, le soulèvement qui était au départ un mouvement de contestation contre la transformation d'un parc en centre commercial à Istanbul s'est propagé à d'autres grandes villes du pays suite à la répression policière. Depuis plusieurs années, le pouvoir turc a procédé à de nombreuses privatisations de lieux publics afin d'en faire des lieux dévolus au business et aux capitalistes (zones résidentielles, commerces de luxe...). Dans le même temps, les pauvres et la classe ouvrière ont été poussés hors du centre d'Istanbul. Le refus de voir le capitalisme enlaidir et déshumaniser le cadre de vie est un élément politique de la lutte. Mais la répression policière avec ses centaines d'arrestations et de blessés et même ses morts a amplifié le caractère politique de ces luttes. À Izmir, les manifestants ont mis le feu aux bureaux du parti isla-

miste au pouvoir, l'AKP. La démission du Premier Ministre Recep Tayyip Erdogan est aujourd'hui demandée par de nombreux manifestants. Le 4 et 5 juin, la Confédération des syndicats des travailleurs du public KESK a appelé à une grève contre la « terreur d'Etat ». La Confédération des syndicats révolutionnaires de Turquie DISK avait quant à elle appelé ses membres à rejoindre les manifestations quelques jours avant. Avec l'engagement des syndicats dans la bataille, le caractère de classe de cette lutte devient de fait plus marqué.

En France : des tensions sociales à la mort de Clément Méric

Le refus de voir le capitalisme saccager le cadre de vie est également mobilisateur comme au Bois du Tronçais ou à Notre-Dame-des-Landes malgré la répression policière et gouvernementale. Le gouvernement est mis en difficulté et cherche une porte de sortie qui pourrait être une victoire pour notre camp social.

De façon générale, il n'y a plus de doutes sur la continuité de la politique de Hollande avec celle de Sarkozy. Depuis un an, le gouvernement Hollande fait porter le poids des contraintes du capitalisme en crise sur les catégories populaires et en particulier sur les salariés. En France, une estimation fait état de 1000 chômeurs de plus par jour alors que les cadeaux aux patrons continuent. Le vote de l'Accord National Interprofessionnel à l'Assemblée Nationale le 26 avril leur permettra notamment de licencier plus facilement.

Si on ajoute les promesses tra-

1. <http://www.wsws.org/en/articles/2013/05/25/stoc-m25.html>



Clément Méric



Marche en hommage à Clément Méric (Photothèque Rouge)

hies de s'attaquer à la finance ou de limiter le salaire des patrons dans le privé, on peut penser que la confusion entretenue par le PS provoque la désillusion ou le dégoût qui conduit certains à renier en bloc les valeurs traditionnellement attachées à la « gauche ». Il est difficile de déterminer la contribution de ce dégoût dans la croissance vraisemblable de l'intérêt pour les idées d'extrême droite, mais elle existe assurément. La question du mariage a favorisé la médiatisation des organisations d'extrême droite, des groupuscules décidant de passer à un niveau supérieur de violence. Clément Méric, militant antifasciste, a payé de sa vie son engagement, frappé à mort par des néonazis. Sa mort renforce notre détermination à lutter contre les causes profondes du fascisme, notamment en proposant une réelle alternative au capitalisme que les fascistes prétendent combattre mais qui, plutôt que de s'attaquer aux patrons et remettre en question la propriété privée des moyens de production, s'attaquent aux immigré-e-s, aux homosexuel-les, aux militant-e-s d'extrême gauche. Sa mort renforce notre détermination à construire une force alternative aux partis institutionnels qui n'ont d'ailleurs pas hésité à récupérer l'événement pour mettre en avant la défense de leur modèle républicain. La mort de Clément met également à l'ordre du jour la construction de collectifs anti-

fascistes unitaires dans toutes les villes et dans tous les quartiers, et de services d'ordre capables de défendre physiquement toutes les personnes auxquelles s'attaquent les fascistes.

Préparons le combat pour les retraites

Jusqu'ici, Hollande n'a pas eu affaire à un mouvement social d'ampleur mais le sujet des retraites est traditionnellement très mobilisateur. S'attaquer à la retraite, c'est s'attaquer à l'horizon des jours meilleurs pour des salariés qui parfois supportent l'insupportable en se raccrochant à cette perspective. Et c'est s'en prendre à un droit fondamental des travailleurs/ses, pilier de la protection sociale depuis 1945.

Au moment de la parution de notre bulletin, la Commission sur l'avenir des retraites qui avait prévu de donner ses conclusions en juin ne les a pas encore diffusées, mais, sur la base du cahier des charges discuté avec les « partenaires sociaux » et des travaux du Conseil d'Orientation des Retraites, nous pouvons avec une quasi certitude affirmer que le projet de contre-réforme de Hollande-Ayrault consistera en :

- La « désindexation » qui consiste à faire augmenter les retraites moins vite que les prix et diminue ainsi le pouvoir d'achat des retraité-e-s.

- L'allongement de la durée de cotisation : en 1993, on avait une retraite à taux plein après 37,5 ans de cotisation ; aujourd'hui, c'est 41,5 ans. Le gouvernement parle de 43 ou 44 ans. En ayant commencé à travailler à 20 ans, on pourrait avoir une retraite à taux plein au mieux à 65 ans. Mais si on a commencé plus tard ou si on a eu des périodes de chômage, comme ce sera le cas pour une majorité de salariés, cela sera 70 ou 75 ans ! Autant dire que les gens partiront ou seront licenciés avant, mais avec une retraite amputée : c'est le but principal du projet.

- Diminution du salaire moyen servant de base de calcul au montant de la pension pour les fonctionnaires. Au lieu de le calculer sur le traitement des 6 derniers mois, ce serait sur les 10 dernières années.

- La hausse de la CSG qui serait soi-disant une mesure plus juste car la CSG toucherait tous les revenus, même ceux du capital. Mais 87% de la CSG est payée par les salariés et les retraités alors que l'imposition de certains placements ne représente que 12% des recettes. De plus, faire financer les retraites par un impôt, c'est aggraver l'intégration du budget de la Sécurité sociale dans celui de l'État, donc le soumettre au gré des décisions d'austérité du Parlement.

- La hausse des cotisations salariales, qui consiste à prélever une part plus grande sur le salaire brut,

diminuant d'autant le montant du salaire net, effectivement disponible sur le compte en banque. L'augmentation de la CSG pour les retraités diminuera quant à elle le montant net de leurs pensions. C'est ce que Sarkozy avait fait contre les fonctionnaires en 2010 (passage de 7% à 10%).

Ce qu'il faut défendre, c'est le retour aux 37,5 annuités et un financement du système à 100% par les patrons et non par la fiscalisation qui reporte sur les salariés une part toujours plus grande du financement de leurs retraites !

Depuis 1993, cette réforme sera la sixième censée sauver le système des retraites mais tant que la manne d'argent du système par répartition ne sera pas aux mains du secteur privé, il y a fort à parier que les jongleries comptables feront toujours apparaître ce système en déficit. La fabrique du consentement s'est d'ailleurs encore mise en marche : une seconde Conférence sociale du gouvernement où seront conviés les « partenaires sociaux » doit être orchestrée les 20 et 21 juin afin de préparer les esprits. La novlangue est également de sortie : cette réforme aurait pour objectif de « sécuriser » les retraites. La stratégie de division n'est pas en reste : les sa-

lariés du privé sont opposés aux fonctionnaires ou aux régimes spéciaux, soi-disant privilégiés. Mais cette stratégie profite en fait aux vrais privilégiés : grands patrons, ministres, députés et autres grands journalistes qui ne font pas leur travail en ne mettant par exemple pas en parallèle les cadeaux faits aux patrons et les soi-disant déficits des caisses de retraite. Il manquerait en effet 20 milliards dans les caisses de retraites en 2020 mais la somme des exonérations fiscales dont bénéficie le patronat s'élève à 172 milliards. Et les profits des 40 entreprises les plus riches de France se sont élevés l'année dernière à 53 milliards d'euros, le remboursement de la dette aux banques à 65 milliards... Alors que ces chiffres sont connus, le plus pénible à supporter est de voir les syndicats participants au COR entériner l'existence d'un déficit qui nécessiterait des réformes structurelles du système de retraite. L'intégration des directions syndicales aux logiques gouvernementales et patronales est un des rouages du mécanisme, mais elle est de plus en plus poussée au fur et à mesure des contre-réformes.

C'est pourquoi, il est crucial de nous battre dans nos syndicats pour que leurs directions rompent

les pseudo-négociations et autres participations aux Conférences sociales. Et, sans attendre, nous devons échanger et nous organiser sur nos lieux de travail afin de préparer les travailleurs/ses au combat contre la contre-réforme annoncée et de créer des liens avec les autres établissements ou entreprises. Pour préparer le mouvement, des militant-e-s de nombreuses organisations Rennaises (CLAR, MCPL, UNEF, Solidaire 35, SLB, NPA, GA, PG, AL) ont par exemple déjà créé un comité contre l'austérité et pour la défense des retraites : c'est la voie à suivre partout ! Les actions et grèves de l'automne prochain devront déborder les journées d'actions éparpillées orchestrées par les directions syndicales. En s'appuyant sur leurs syndicats et en permettant au plus grand nombre de décider des revendications et des actions par des assemblées générales, il faudra exercer un pouvoir contraignant sur ceux qui tiennent les rênes de l'économie : les patrons et les politiciens. La meilleure et la plus puissante de ces contraintes, ce qu'il s'agit de mettre en discussion dès maintenant, c'est la grève générale !

Sébastien Langlois

FRANCE

Tapie – Lagarde : « escroquerie en bande organisée »

(Article paru dans Tout est à nous ! du 6 juin 2013)

L'affaire Tapie n'éclabousse pas seulement des individus : elle révèle la nature bourgeoise de cet État qui, derrière le paravent du service de « l'intérêt général », détourne l'argent public au profit d'une « bande organisée », la classe capitaliste.

Grâce à des journalistes sérieux

et des juges obstinés, l'enquête avance à grands pas et mouille de multiples acteurs et institutions. Alors qu'un jugement favorable à l'État avait été rendu en 2006 dans l'affaire opposant Tapie à la structure gérant les actifs du *Crédit Lyonnais* (le CDR), Jean-Louis Borloo (ancien avocat de Tapie...) aurait décidé en 2007 de suspendre le cours de la justice ordinaire pour

faire appel à une justice privée, la procédure d'arbitrage). Christine Lagarde, qui a succédé à Borloo au ministère de l'économie, a pris officiellement la décision, contre l'avis de beaucoup de fonctionnaires (notamment ceux de l'Agence des participations de l'État), et sur ordre de l'Élysée (Guéant) selon *Mediapart*. Grâce à cette procédure, Tapie a obtenu en juillet 2008 403

millions d'€, dont 230 net dans sa poche. Lagarde a ensuite donné des instructions au CDR pour qu'il renonce à tout recours. Cerise sur le gâteau : suite à une rencontre de Tapie avec Guéant pour parler de ses impôts, on apprend aujourd'hui que le fisc a passé l'éponge sur 15 millions d'impôts en 2009!

Crise, corruption, escroquerie

Si ce scandale d'État n'a pas éclaté avant, c'est parce que les institutions ont protégé ces voyous. Le Conseil d'État a systématiquement rejeté les recours visant Lagarde pour excès de pouvoir. Le rapport de la Cour des

Comptes de 2010, pointant de nombreuses anomalies, a été tenu secret. Un certain Cahuzac, président à l'époque de la commission des finances, a pu lire ce rapport mais a refusé de le divulguer. Les journalistes des grands médias n'ont pas fait leur boulot. C'est tout un système qui a couvert les agissements de la bande du Fouquet's.

Aujourd'hui, on apprend qu'un des « arbitres » (Pierre Estoup) qui a décidé le versement des 403 millions, était lié à Tapie. Il vient d'être mis en examen pour « escroquerie en bande organisée ». On sait également que Lagarde a été informée par la suite des liens entre Tapie et Estoup. Alors

que c'était un motif d'annulation de l'arbitrage, elle n'a rien dit ou fait. Si Lagarde a pour l'instant évité la mise en examen (mais a toutefois été placée sous le statut de témoin assisté), c'est parce que Moscovici a pesé de tout son poids pour protéger la présidente du FMI. L'UMP a protégé Cahuzac jusqu'au bout. Le PS protège Lagarde. Toute cette clique de politiciens bourgeois se sert les coudes... Il est temps d'en finir, non seulement avec ces serviteurs de la bourgeoisie, mais avec ce système capitaliste pourri jusqu'à la moelle.

Gaston Lefranc

Lutte des classes : le PS a choisi son camp !

(Article paru dans l'Étincelle anticapitaliste de juin 2013)

Après 5 ans d'un président au service des riches, beaucoup ont voulu dégager Sarko. Une majorité de travailleurs-es s'est reportée sur Hollande, sans espérer grand-chose, mais en se disant que ça ne pourrait pas être pire.

Au début, le nouveau gouvernement a lâché quelques miettes, comme une augmentation du SMIC de 0,6 %... Il a accordé la retraite à 60 ans pour certaines qui bossent depuis longtemps, donc... il a gardé l'essentiel de la réforme la plus détestée de Sarko. En fait, sous la peinture rose, le système capitaliste est intact, et comme il est en crise, il continue à broyer les vies des salarié-e-s. A commencer par la série noire des licenciements. On se souvient du sketch de la fermeture de PSA Aulnay : l'usine ne devait pas fermer – juré! – mais dès que les élections sont passées, le PDG Varin avouait que la comédie était finie. Et puis il y a eu Petroplus, Sanofi, Goodyear... sans compter les anonymes dans les petites boîtes. Ce qui change, c'est qu'on a

un pompeux « ministre du redressement productif », Montebourg, qui va partout prétendre trouver la solution... Mais cela sera ridicule tant que les capitalistes auront le pouvoir, comme le très cynique PDG de Titan qui crache sur les « soi-disant ouvriers » qui bossent « 3 heures par jour ».

Le gouvernement Hollande ne se contente pas de regarder les patrons exploiter et virer en s'excusant de son impuissance. Soumis au MEDEF, il continue la lutte des classes en imposant l'austérité et les contre-réformes à la majorité exploitée. Six mois à peine après son élection, Hollande donnait 20 milliards de « crédit d'impôts » aux entreprises. Surtout, il vient de dynamiter une bonne partie du code du travail avec son Accord National Interprofessionnel (ANI). L'ANI permet aux patrons de faire du chantage aux salarié-e-s dans chaque entreprise : soit vous acceptez de « travailler plus pour gagner moins », soit c'est la porte (et il y a du monde qui attend derrière)... L'ANI c'est aussi plus de précarité (CDI intermittents autorisés dans de nouveaux secteurs), moins

de droits aux prud'hommes (tribunaux du monde du travail)... Parisot en a rêvé, le PS l'a fait ! Le lobbyiste du MEDEF s'est réjoui de l'accord qui va donner aux exploités français « les meilleurs standards européens en termes de flexisécurité ». Ce parti, qui n'a plus rien de socialiste, n'est décidément pas le nôtre.

Pour sortir de l'exploitation et du chômage, la classe travailleuse ne peut compter que sur elle-même, en ne confiant plus le pouvoir, mais en le revendiquant pour elle-même ! Aujourd'hui, l'urgence c'est de rompre le « dialogue social » avec les capitalistes. La CGT et FO n'ont pas signé l'ANI (contrairement à la CFDT...) mais aucun syndicat n'a mené de campagne d'information et de mobilisation à la hauteur. Alors que notre camp social subit coup sur coup, les chefs des syndicats ne doivent pas manger des petits fours à l'Élysée pour négocier des reculs, mais organiser la contre-attaque.

Julien (comité Jeunes Travailleurs RP)

La taxe à 75% : le symbole qui fait pschitt

(Article paru dans Tout est à nous! du 4 avril 2013)

Dans sa première mouture, la taxe à 75% frappait les revenus du « travail » excédant 1 million pour un individu donné. Le conseil constitutionnel l'avait censurée au motif que les impôts se paient par foyers fiscaux. Outre qu'elle n'aurait pas rapporté grand chose (à peine 200 millions), le dispositif était en effet mal fagoté : ainsi, un couple gagnant chacun 900 000 € n'était pas concerné par la taxe ! Pourquoi ? Parce qu'il ne fallait surtout pas intégrer cette mesure dans le barème de l'impôt sur le revenu (IR)... puisqu'elle aurait alors concerné les revenus du capital ! Et du coup, la taxe risquait de frapper les riches pour de vrai !

Qu'aurait pu décider Hollande après la censure ? S'il avait eu l'idée folle de faire payer les riches, il avait une solution simple : éliminer les niches dont bénéficient les capitalistes et réformer le barème de l'IR en créant de nouvelles tranches, au-delà de 45%, le taux marginal actuel. Rappelons que ce taux était de 81% en 1967 ! Et si

le conseil constitutionnel censurait à nouveau (en suivant l'avis du conseil d'Etat selon lequel un taux supérieur à 66% serait « confiscatoire »), rien n'empêcherait Hollande de changer la constitution, si besoin par référendum.



Sans surprise, ce n'est pas le choix annoncé par Hollande lors de son intervention du 27 mars. Les entreprises (et non les particuliers) devront payer, pendant deux ans, une contribution de 75% (toutes impositions confondues) sur les rémunérations qui excèdent 1 million. Cette mouture est encore plus « light » que la précédente : des formes de rémunérations (comme les stocks options) pourraient en être exclues ; des postes de direction pourraient être facilement délocalisés ; des entreprises pour-

raient reporter une partie des rémunérations puisque la taxe est temporaire ; enfin, elle serait déductible, si bien qu'elle permettrait aux entreprises d'avoir moins d'impôt sur les sociétés à payer !

Les capitalistes sont rassurés. Cette taxe symbolique ne représente rien par rapport aux cadeaux qu'ils reçoivent : baisse d'impôt de 20 milliards, allègements de cotisation sociale (avec les contrats de génération) qui s'ajoutent aux précédents, ANI bientôt transcrit dans la loi. Tout faire pour augmenter les profits pour faire repartir la croissance : c'est la seule politique possible d'un gouvernement qui inscrit son action dans le cadre du système. Derrière les salopards, il y a la logique froide du capitalisme en crise qui doit saigner les prolétaires pour se perpétuer. La redistribution radicale des richesses est impossible dans le cadre du système : elle exige l'expropriation des capitalistes et la planification de l'économie, et donc une révolution politique et sociale.

Gaston Lefranc

Armée : une campagne de propagande offensive

« Engagez-vous, qu'ils disaient... ». L'omniprésence des campagnes de recrutement de l'armée, sur fond de chômage de masse mais aussi d'un discours officiel qui ces dernières années s'est largement renouvelé, mérite que l'on se penche sur ce phénomène.

Depuis 2010, l'armée de terre finance une grande campagne de recrutement, qu'elle paye neuf millions d'euros à la société TBWA. Et elle est de plus en plus rom-

pue à la communication moderne : elle ne répand plus seulement ses affiches dans le métro ou sur les routes et ses spots à la télévision, mais va s'insinuer jusque dans les jeux vidéo et sur les smartphones.

Il faut dire que l'armée française a des moyens : c'est le cinquième plus gros budget militaire au monde, et elle reste l'un des plus gros pourvoyeurs d'emplois, avec environ 300 000 personnes et plus de 20 000 recrutements

par an. Pas étonnant dans ces conditions de chômage de masse que de nombreux jeunes rejoignent les rangs des FAF (forces armées françaises...). L'armée a toujours puisé beaucoup parmi les jeunes les plus pauvres, leur promettant une intégration dans une institution « solide », une « grande famille », une solde... Comme l'écrit un rapport officiel de 2010, « les militaires sont essentiellement issus de la classe des cadres moyens



Affiche antimilitariste par Bruno Bordignon (<http://tinyurl.com/affiche14juillet>)

et de la classe ouvrière », plus précisément, la moitié des militaires du rang viennent de « milieux ouvriers »¹.

Un discours plus subtil

L'imagerie militaire s'appuie toujours sur la fibre virile et violente, mais le discours a évolué à l'image de la société. L'armée tente de se montrer présentable et de contrer les réflexes antimilitaristes qui peuvent rester. Les engagements mis en avant se veulent plus humains, avec des slogans comme « inspirer la confiance », « je protégerai les populations »... Il s'agit de donner une vague caution humanitaire aux machines de guerre, comme cela transparait dans un slogan comme « je serai au service des autres et j'agirai avec la volonté de vaincre ».

Des femmes ont aussi fait leur apparition sur les affiches, après avoir longtemps été cantonnées... aux posters de pin-up dans les casernes. Cela reflète une féminisation des effectifs qui est bien réelle. Même si les premières femmes-soldat ont été recrutées en 1938, elles ont été marginalisées, et même payées différemment jus-

qu'en 1972. Lorsque le service militaire « universel et obligatoire » était en vigueur, il s'agissait avant tout de « faire des hommes ». Cela dit, la répartition même des quelque 10% de femmes présentes dans l'armée reflète un sexisme structurel : 50% dans les auxiliaires de santé, 1,7% des troupes de combat...

Le nationalisme n'est plus aussi mis en avant qu'il y a quelques décennies, mais il est toujours présent. La campagne est centrée sur « devenez vous-même », mais l'idée est toujours de créer un sentiment national qui soude la société, de nous aux capitalistes sans oublier la cellule familiale : « Avec cette accroche, l'armée de Terre met en avant l'épanouissement personnel. Est surtout valorisé le « pourquoi je m'engage » : pour moi, pour mes camarades, pour ma famille, pour mes amis, pour mes concitoyens, pour la collectivité, pour la France! »²

Paternalisme impérialiste

Étant donné que le chauvinisme primaire consistant à attiser la xénophobie n'est pas ce qui fait le plus recette, il passe sur-

tout par le mythe de la « patrie des droits de l'Homme ». Chaque soldat est tenu d'avoir sur lui une petite carte appelée « code du soldat », avec photo de soldats sous le drapeau et parmi les valeurs-clé : « servir la France et les valeurs universelles dans lesquelles elle se reconnaît ». De nombreuses affiches présentent aussi des soldats suréquipés à l'attitude bienveillante face à des Africains quasi-dénudés. Un tel paternalisme est totalement compatible avec la domination impérialiste, et accompagne même les justifications d'intervention comme celle du Mali.

Mais le paternalisme c'est aussi la présence renforcée de l'armée dans les lieux publics, sous couvert de sécurité, de plan Vigipirate... L'État se veut rassurant, mais de façon subliminale il nous rappelle qu'il a le monopole de la violence légale. C'est soi-disant pour l'intérêt général, mais la vérité déchire parfois le voile... Comme en Égypte où le peuple pauvre se heurte violemment à la vraie nature du Conseil suprême des forces armées, le gardien de l'ordre capitaliste.

Julien Varlin

1. « Les militaires et leur famille », juin 2010, <http://tinyurl.com/armee-rapport-famille>

2. <http://sengager.fr>

Suite à une occupation et une rétention sur Jussieu, une action syndicale victorieuse !

Jeudi 6 juin, une travailleuse d'une entreprise sous-traitante de ménage est venue interpeller les syndicats de l'université de Jussieu pour demander de l'aide : elle n'était plus payée depuis fin avril ! Elle a continué à travailler malgré tout, et lorsqu'elle a demandé à être payée début juin à son patron, celui-ci lui a répondu qu'elle était « virée », cela bien entendu sans engager de procédure, profitant du fait que la salariée étant en CDI. En somme, il se contentait de ne plus la payer et de lui mettre la pression pour qu'elle abandonne. Il s'est avéré qu'une autre salariée était dans la même situation. Pour couronner le tout, début juin, deux salariées ont été embauchées pour faire l'entretien à leur place...

Les camarades de la CGT ont alors programmé une action d'occupation des bureaux du CROUS (qui sous-traite à la boîte de ménage) utilisés par cette entreprise. Lundi, l'occupation a duré toute la journée avec les personnels et essentiellement des militants de la CGT et de SUD. Le patron de la boîte et la fac de Jussieu ont multiplié les engagements non tenus, baladant ainsi les salariées et les militants.

Une communication aux per-

sonnels de l'université a été alors organisée par la diffusion d'un tract intersyndical sur le campus (y compris avec les syndicats UNSA et CFDT qui n'ont cependant ni distribué le tract ni aidé à l'occupation), titré : « L'université complice des esclavagistes ».



Mardi matin, un responsable de l'entreprise de ménage a continué à balader tout le monde, mais a tout de même bien voulu se déplacer pour arranger l'affaire. Il a fait alors un virement pour un mois et a dit qu'il ne pouvait pas faire plus (alors que le CROUS avait viré de quoi payer l'autre mois et les heures supplémentaires). Les militants de la CGT ont alors pris la décision de retenir le gérant dans les locaux jusqu'à obtention du paiement. Bien entendu, il a voulu sortir par la force... en vain.

Vers 15h, cinq flics sont arri-

vés sur les lieux. Le rappel a donc été battu par les syndicats, et c'est à une bonne trentaine que nous avons assuré la rétention et l'occupation. Finalement, c'était l'entreprise qui avait averti la police, et la fac s'est chargée de les faire partir compte-tenu de la négociation en cours. Les militants avaient tout de même pris le soin de faire sortir les deux salariées concernées par une porte arrière.

Pour sortir de la situation, nous avons proposé au CROUS de se porter caution du paiement des salaires en faisant un chèque, puisque nous ne pouvions plus avoir aucune confiance en l'entreprise. Cette proposition a été acceptée à 17h, deux responsables de la fac et du CROUS sont venus apporter le chèque et le patron a pu être relâché. Victoire !

Les salariées n'ont naturellement plus envie de travailler dans cette entreprise étant terrorisées par le patron. Les syndicalistes continuent à soutenir les salariées. La démarche aux prud'homme est envisagée et une démarche pour obtenir leur réembauche par le CROUS et la fac va sans doute être engagée. A suivre...

Lucas Battin

Avelan libre, la lutte doit continuer pour la régularisation de tous les sans papiers et l'arrêt des expulsions massives !

Mardi 19 Mars dernier, Avelan Ntsiete a été arrêté par la police orléanaise sur ordre de la préfecture pour être expulsé le lende-

main même. Congolais, Avelan n'a pas de papiers de résident malgré ses demandes incessantes auprès de la préfecture depuis son arrivée

en France en 2009. Il est musicien et travaille dans des écoles de musique de l'orléanais, aussi bien en tant que professeur qu'en tant que



Manifestation le jeudi 22 mars 2013 devant la préfecture du Loiret (photo France 3 Centre)

directeur adjoint ou qu'en tant que trompettiste.

Ironie du sort, Avelan s'est fait arrêté alors qu'il était en costume pour aller diriger les cérémonies de commémoration de la guerre d'Algérie... Le symbole est fort et en dit long sur l'hypocrisie de l'état français!

Une grosse mobilisation s'est mise en place dès le lendemain de son arrestation et de sa conduite au centre de rétention du Mesnil Amelot (proche de Roissy) grâce à ses amis musiciens et à des associations comme RESF et RUSF. Jeudi matin un rassemblement impressionnant d'environ 200 personnes est allé demander la libération de ce sans-papier devant la préfecture et ses chiens de garde de flics. Les musiciens ont joué plusieurs fois *l'Hymne à la joie* de Beethoven pour se faire entendre.

Devant la colère contenue de son professeur de trompette, porteparole de la mobilisation pour l'occasion (« *Aujourd'hui c'est un rassemblement pacifique, je ne veux pas de débordement, mais si ils ne veulent pas nous entendre, alors là, on mettra le bordel...* ») et devant la mobilisation inattendue, la préfecture a cédé et dès l'après-midi même le ministère annonçait la libération d'Avelan un quart d'heure avant sa montée dans l'avion. Preuve une nouvelle

fois, de l'utilité des fortes mobilisations dans la rue...

Aujourd'hui Avelan attend sa régularisation.

Mais s'il faut retenir quelque chose de cet événement c'est bien qu'Avelan a eu de la chance d'être musicien et d'être intégré socialement, car sans mobilisation de la part de ses amis et collègues, il aurait sans doute été expulsé. Car de nombreux sans-papiers comme lui font des petits boulots à droite à gauche ou sont au chômage; et lorsque la police vient les chercher pour les expulser, il y a rarement une mobilisation comme celle d'Orléans la semaine dernière.

La France a expulsé 36 822 étrangers en 2012, un record contre 32 912 en 2011, soit une hausse de 11,9 % ! Le gouvernement socialiste continue la politique anti-immigrée de la droite.

Pire, Valls, lors d'une interview au *Figaro* (du vendredi 15 mars) a déblaté un discours raciste et anti-immigré au sujet des Roms. **Tout y passe. Des références à la délinquance, aux trafics, à la prétendue non-acceptation des Roms par les habitants des quartiers populaires touchés par la crise, comme si les Roms en étaient à l'origine... Il ira même jusqu'à dire, reprenant en son compte une**

phrase qu'il attribue au Premier ministre roumain, « Les Roms ont vocation à rester en Roumanie, ou à y retourner ». Pas besoin de lire entre les lignes pour y voir une pure xénophobie d'État.

Tout ceci montre que, même si la libération d'Avelan est une bonne nouvelle, nous devons lutter non pas seulement pour des individus mais pour la régularisation de tous les sans-papiers sans exception et pour l'arrêt des expulsions du territoire des étrangers. Mais pour cela il faut mettre en place une politique du logement, il faut que tout le monde ait un travail, vive dignement, avec une couverture sociale minimale et un salaire minimal. Et ce n'est ni la droite ni les prétendus « socialistes » qui mettront cela en place. Car le capitalisme qu'ils défendent tout deux va à l'encontre des droits sociaux et de la liberté de circulation. Il faudra l'abattre, et par une révolution socialiste réorganiser la société pour enfin détruire le racisme d'État et donner les mêmes droits à tout le monde, français, immigrés, Roms, et socialiser les moyens de production pour permettre à toutes et tous de vivre dignement.

Laszlo Merville

Intermittents du spectacle : Entrons en lutte et convergeons avec les autres travailleurs/ses !

(Article paru dans *Tout est à nous !* du 10 avril 2013)

Les intermittents/tes du spectacle (environ 100 000 travailleurs/ses techniciens/nes et artistes) sont à nouveau en ligne de mire, et d'ici fin 2013 on connaîtra leur sort. En effet, les accords Unédic sur l'assurance-chômage mis en place à partir de 2003, qui couraient sur une durée de 10 ans, doivent prendre fin cette année. D'ores et déjà le Medef, appuyé par la « sacro sainte neutralité » de la Cour des comptes préconise de supprimer l'annexe 8 qui concerne les techniciens/nes du spectacle et de remettre en cause l'annexe 10 (artistes) de l'assurance chômage. La raison donnée par la bourgeoisie est simple : le régime d'assurance chômage des intermittents/tes du spectacle est déficitaire, coûte trop cher et plombe l'Unédic, il faut faire des économies, il faut le détruire.

Aujourd'hui on assiste à une répétition de ce qui s'est passé il y a dix ans (où le patronat avec l'aval de la CFDT avait imposé une précarisation encore plus grande des artistes et technicien/es), le chômage explose, donc la masse de travailleurs/ses diminue et donc les cotisations pour l'assurance-chômage diminuent également. Le déficit de

l'Unédic explose, il faut trouver à nouveau un bouc-émissaire...

La propagande et les arguments des défenseurs de la nouvelle réforme sont complètement erronés. Un-e intermittent-e indemnisé-e ne coûte pas plus cher aujourd'hui qu'en 1983. La caisse de chômage est un acquis social de 1945, conçue comme une mutualisation globale et les cotisations peuvent largement financer les périodes de chômage des intermittents/tes, dans un principe de solidarité interprofessionnelle. Le déficit de l'Unédic est en fait principalement dû à la montée du chômage, et à l'exonération de cotisations patronales, bref il est raccord avec la crise capitaliste : la précarisation, la destruction des emplois et l'augmentation de la pauvreté.

Un des autres arguments de la bourgeoisie pour cracher sur les intermittents est qu'il y a beaucoup de fraude, en particulier de « permittents » : ces intermittents/tes qui enchaînent des CDD pour pouvoir toucher les indemnités, alors qu'ils pourraient être en CDI. Mais les intermittents/tes fraudeurs sont une minorité anecdotique, et d'autre part, les patrons sont les premiers à profiter de ce système. Un permittent est très avantageux pour les employeurs : il coûte deux fois moins

cher qu'un CDI ; il ne rechigne pas à la tâche lorsqu'il peut être mis à la porte du jour au lendemain, de plus les jours de congé et de maladie sont entièrement pris en charge par Pôle Emploi...

Depuis plusieurs années la Coordination des Intermittents et Précaires d'Ile de France a proposé un nouveau modèle d'indemnisation, sous forme de contre-attaque. Les grandes lignes des revendications (que soutient notamment SUD Culture) comprennent l'idée d'une annexe unique, du retour à une date anniversaire fixe pour le calcul des droits, un calcul de l'indemnité journalière qui réduit l'écart entre les faibles et les fortes allocations, l'arrêt de la discrimination dans le domaine de la santé, etc... Tout en soutenant ces revendications, nous devons aider à la prise de conscience de la nécessaire destruction du capitalisme pour l'émancipation des artistes et des travailleurs/ses de la culture en général. Et devons être capable d'articuler ces revendications avec l'objectif d'un gouvernement des travailleurs/ses où des représentants de ces luttes prendraient place.

Site de la CIP : <http://www.cip-idf.org>

Laszlo Merville



Manifestation d'intermittents du spectacle (Photothèque Rouge)

La mascarade du sommet européen sur l'évasion fiscale

(Article paru dans *Tout est à nous!* du 30 mai 2013)

En septembre 2009, Sarkozy déclarait : « Les paradis fiscaux, le secret bancaire. C'est terminé ». A l'issue du sommet européen du 22 mai, Hollande nous a refait le coup de Sarkozy : « ceux qui pensaient échapper à l'impôt en se réfugiant dans des paradis fiscaux doivent comprendre que le temps de l'impunité est terminé ».

Les évadés fiscaux ont-ils de quoi trembler ? Pas vraiment. Le sommet européen n'a débouché que sur une déclaration¹ qui reporte d'éventuelles prochaines décisions au mois de décembre ! En attendant, place à la communication...

Pourtant, l'ampleur de l'évasion fiscale est gigantesque : environ 60 milliards par an de manque à gagner pour l'Etat français. Il existe aujourd'hui une directive européenne sur les revenus de l'épargne, adoptée en 2003, qui prévoit l'échange automatique (sauf pour le Luxembourg et l'Autriche où l'échange se fait à la « demande ») d'informations entre pays de l'UE ; un accord a également trouvé en ce sens avec certains paradis fiscaux comme la Suisse, l'Andorre, le Liechtenstein, Monaco et Saint-Marin. Ainsi, si une banque étrangère verse des intérêts à un français, elle est tenue d'en informer l'administration fiscale française.

Il y a néanmoins plusieurs (gros) problèmes qui vident la directive de son sens :

– cette directive ne concerne que les revenus versés à des particuliers... qui peuvent facilement y échapper en détenant des objets juridiques auxquels sont versées les intérêts... Dans ce cas, c'en est fini de l'échange automatique d'informations !

– certains revenus, notamment issus des « produits financiers innovants », sont exclus du champ de la directive



En 2008, la Commission européenne a proposé aux Etats de réviser la directive épargne pour corriger certains de ces problèmes. Mais depuis, l'Autriche et le Luxembourg bloquent toute évolution (qui exige l'unanimité), et réclament notamment que des accords du même type soient passés d'ici là avec les paradis fiscaux hors UE. Rien n'indique donc que tous les obstacles à libre circulation des informations seront levés d'ici décembre... Et même si c'était le cas, l'échange automatique d'information au niveau mondial, sur laquelle est censée plancher l'OCDE, n'est pas prêt d'aboutir. La coopération fiscale avance moins vite que la coopération policière...

Par ailleurs, aucune mesure n'a été prise contre le dumping fiscal. La concurrence fiscale est consubstantielle à l'Union européenne. La troïka qui a imposé ses quatre volontés à Chypre se satisfait totalement d'un taux d'imposition des bénéficiaires à 12,5% (le même qu'en Irlande) car cela permet de tirer les taux d'imposition réels des entreprises vers le bas. Les niches fiscales pullulent en Europe, ce qui permet aux multinationales de pratiquer « l'optimisation fiscale » grâce à une armée de fiscalistes à leur service.

La baisse de l'imposition réelle des capitalistes (via une baisse des taux, la multiplication des niches, ou l'évasion fiscale) est une tendance lourde depuis les années 1980. C'est une réponse à la crise de rentabilité du capital qui a éclaté dans les années 1970 et de laquelle les grandes puissances capitalistes ne sont jamais réellement sortis. Cela permet de comprendre que, malgré leurs gesticulations, les gouvernements bourgeois de « droite » ou de « gauche » ne prendront aucune mesure sérieuse pour alourdir la charge fiscale sur les capitalistes. Seule une mobilisation très importante des travailleurs pourra les y contraindre, ce qui accentuera la crise de leur système, qui pourra prendre fin en réorganisant l'économie sur la base de la planification et de la propriété collective des moyens de production.

Gaston Lefranc

1. http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/137218.pdf

Les bienfaits du capitalisme : une récession à n'en plus finir et l'austérité comme seul horizon

(Article publié dans Tout est à nous! du 23 mai 2013 [avec un titre différent])

Contrairement aux prévisions de l'INSEE et de la Banque de France, le PIB a de nouveau reculé de 0,2% au 1er trimestre 2013. Depuis un an, la consommation stagne et l'investissement des entreprises plonge de 2,5% sur un an. Le déficit commercial s'accroît à nouveau, après avoir diminué en raison d'une baisse des importations. Après une timide reprise en 2010, tous les indicateurs sont dans le « rouge » depuis deux ans sans espoir d'amélioration ces prochains mois. Le chômage réel va donc continuer à grimper. Dans le même temps, de façon totalement surréaliste, abreuvée de liquidités, la Bourse s'envole alors que les profits stagnent ou reculent (-28% pour les groupes du CAC 40 en 2012). Une nouvelle bulle financière se forme et finira par éclater : il faudra des plans d'austérité encore plus durs pour sauver les grands groupes capitalistes « too big to fail » (trop grands pour être mis en faillite).

Du point de vue du capital, la France est désormais le maillon faible de l'Europe. Dans les pays de l'Europe du Sud, les salaires ont baissé depuis 2009-2010. En Allemagne, avec l'Agenda 2010 au début des années 2000, Schröder a coupé dans les dépenses sociales et les salaires ont été bloqués. La France fait désormais figure d'exception : pendant la crise, malgré

l'austérité, les salaires ont continué à augmenter, plus vite que la productivité, si bien que le taux de marge des entreprises a baissé, accentuant la crise de rentabilité du capital. La « compétitivité » de la France est au plus bas, malgré la réforme du marché du travail (ANI) et le pacte de compétitivité (avec un cadeau de 20 milliards de baisse d'impôts pour les patrons). Avec la monnaie unique, la seule variable d'ajustement pour regagner en compétitivité est la baisse des salaires. Sans possibilité de dévaluer, de restreindre la liberté de circulation des marchandises et des capitaux, la mise en concurrence des travailleurs se déploie sans entraves et aligne les droits sociaux vers le bas.

En bon gestionnaire des intérêts du capital, la feuille de route de Hollande est simple : baisser le « coût » du travail, pour augmenter les marges des entreprises, afin de relancer l'investissement et donc la croissance. Ces bons conseils lui sont bien sur adressés par les libéraux... mais aussi par un prestigieux économiste « antilibéral », par ailleurs membre du collectif des « économistes atterrés », Philippe Askenazy. Ce dernier a pondu avec d'autres un rapport (<http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/CAE-note005.pdf>) où il met de côté la « relance pour les gogos », et suggère trois pistes pour baisser le coût du travail :

– la multiplication des dérogations aux accords de branche, qui

sont beaucoup trop rigides, et empêchent le blocage des salaires ;

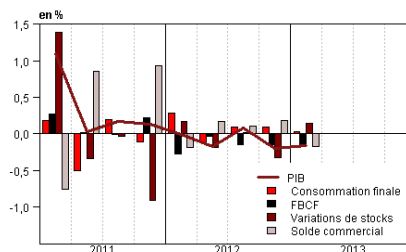
– le basculement des cotisations sociales vers les impôts pour faire passer le financement de la protection sociale des patrons vers les salariés ;

– l'inflation, parce que c'est plus facile de baisser les salaires réels grâce à l'inflation qu'en baissant le salaire nominal (un grand classique préconisé cyniquement par Keynes en son temps... et repris aujourd'hui par Mélenchon qui loue les vertus « sociales » de l'inflation).

Ce point de vue n'est bien sûr pas partagé par la plupart des antilibéraux. Si de plus en plus se prononcent pour la fin de l'euro, le dernier en date étant Oscar Lafontaine, dirigeant de *Die Linke* en Allemagne, la rupture avec l'UE est une condition nécessaire mais pas suffisante pour une politique alternative. La sortie de l'euro couplée à la mise en place d'une politique de relance keynésienne (hausse des salaires et des dépenses publiques) ne ferait qu'aggraver la crise de rentabilité du capital et se terminerait inéluctablement par une austérité accrue. C'est la mise hors d'état de nuire des capitalistes, par leur expropriation des principaux moyens de production, couplée à la planification de l'économie, qui seule pourra permettre la satisfaction des besoins sociaux.

Gaston Lefranc

Évolution trimestrielle du PIB français et de ses composantes



Bilan du CPN des 25–26 mai 2013

La direction du parti ne tire aucune leçon du passé. C'est reparti pour des discussions électorales avec le Front de gauche, mis sur le même plan que les organisations anticapitalistes (LO, Alternative libertaire, etc.). Ces errements sont permis par une orientation qui entretient le flou et qui ne permet pas de construire un parti utile et audible, mais aussi par le fait que la direction refuse le débat et nie les désaccords.

Les camarades de la Y ont présenté des résolutions alternatives sur l'orientation et les élections. Nous nous en félicitons, et nous avons fait le choix de les amender, ce qui a permis un rassemblement de la gauche du parti pour proposer une orientation alternative : articuler la défense des mots d'ordre à la nécessité d'un gouvernement des travailleurs pour les imposer, avancer la perspective de la grève générale face à l'obstacle des bureaucraties syndicales, refuser clairement une alliance avec le Front

de gauche pour chercher à constituer un front anticapitaliste aux élections (avec LO, AL, etc.). Un désaccord est resté avec la direction de la Y : nous refusons d'appeler à voter PS, y compris si le FN est présent au second tour. Le PS est un parti bourgeois qui met en œuvre l'austérité, et nous devons en tirer toutes les conséquences. Nous avons demandé un vote dissocié afin de voter la motion sur les élections de la Y sans cette partie sur le FN. Malheureusement, les votes se sont faits dans la confusion, et les voix de la gauche du parti se sont divisées sur deux versions de la motion de la Y, alors qu'on aurait du voter séparément la motion sans la partie sur le FN et la partie sur le FN. Cela montre qu'il faudra travailler, en amont, avec les camarades de la Y pour élaborer ensemble des résolutions et combattre pour qu'elles rassemblent une majorité du parti. C'est en tout cas la proposition que nous faisons dans l'optique du

CPN élargi de juillet.

Après une discussion très intéressante avec la Commission santé sécu social, la position X a été mise en minorité sur le projet de résolution sur ce thème. Contre l'avis de la majorité du CE, des amendements importants ont été adoptés sur le combat à mener dans les syndicats pour la rupture des négociations et sur la critique de la politique des directions syndicales en 2010. Nous devons en tirer toutes les conséquences et affronter publiquement les politiques de collaboration et d'accompagnement des bureaucraties syndicales.

Enfin, la direction du parti a refusé d'octroyer 10 000 euros à la plateforme Y afin de lui permettre de financer des réunions en vue de constituer un courant. C'est un geste politique très dommageable pour le climat interne du parti, d'autant que pareille aide n'avait pas été refusée à la GA qui, elle, a saboté le parti.

C., F., L., L., S. (TC)

Contributions pour le CPN des 25–26 mai 2013

Cesser d'être à la remorque programmatique du Front de gauche

Après avoir participé à la manifestation pour la 6e République de Mélenchon, notre parti participe aux réunions de préparation des « assises pour une refondation sociale et démocratique » le 16 juin à Paris. Le cadre de ces assises a été fixé par le PCF : il s'agit d'élaborer un véritable programme de « gauche », dans le respect de la propriété privée et des institutions de l'État bourgeois. Pourquoi dès lors aller discuter d'un

« programme commun » avec des forces qui ne sont pas anticapitalistes et même qui soutiennent plus ou moins le gouvernement (plutôt plus que moins d'ailleurs pour le courant de « gauche » du PS qui a salué avec emphase la dernière conférence de presse de Hollande) ?

On nous dit qu'il faut aller débattre, porter nos propres propositions, mais en fait, lors de la réunion « unitaire » du 13

mai, la direction du parti a proposé des amendements au projet de texte, acceptant sa logique politique, donc s'inscrivant comme une aile « gauche » du camp antilibéral :

– En contradiction avec le texte voté lors de notre dernier congrès, elle reprend à son compte l'analyse de la crise du FdG : il ne s'agirait pas d'une crise de rentabilité du capital, mais d'une crise due aux politiques néolibérales, ce

qui laisse croire qu'une politique de relance dans le cadre du capitalisme, basée sur l'augmentation des salaires et de la dépense publique, pourrait nous faire sortir de la crise.

– Les ennemis ne seraient pas les capitalistes, mais la mauvaise et sournoise « finance » : pourquoi le NPA devrait-il endosser la vision historique du PCF, d'origine stalinienne, de l'alliance des « productifs » (salariés et entrepreneurs) contre l'énigmatique « finance » ? Le FdG ne raisonne pas en termes de classes sociales : il en appelle aux « citoyens » face à la « finance ».

– Le texte appelle, de façon fumeuse, à une « véritable politique de transformation sociale et écologique », à la construction d'une « Europe solidaire, démocratique, et écologique », à une « refondation sociale et démocratique » sans rien de plus précis ! De qui se moquet-on ? Quel intérêt à souscrire à un texte qui, sous couvert de formules ronflantes qui ne parlent à personne, masque des désaccords fondamentaux entre l'anticapitalisme révolutionnaire et l'antilibéralisme ? La multiplication des termes « social », « démocratique », « écologique » ne fait que révéler en creux l'incurie du réformisme antilibéral.

Cet épisode permet de comprendre plus concrètement ce qu'est la ligne de la direction du

NPA. Alors que la PX a cherché, pendant le congrès, à nous faire croire que le « gouvernement anti-austérité » était la même chose que le gouvernement des travailleurs, on mesure aujourd'hui l'énormité de l'entourloupe. La ligne de la direction du parti est bien de proposer au FdG une alternative politique commune. Cela n'est possible au mieux qu'en renonçant à tout programme anticapitaliste, au pire qu'en se ralliant aux solutions keynésiennes et institutionnelles du Front de gauche, dont la concrétisation sur le terrain est le refus de mobiliser par la lutte des classes contre le patronat et le gouvernement, le refus de la convergence des luttes et la canalisation sur la voie des prochaines élections.

Pour se construire et offrir une alternative claire à l'ensemble des forces qui cherchent à agir dans le cadre du capitalisme, notre parti doit cesser d'être suiviste à l'égard du FdG, au risque de devenir son aile gauche. Nous devons mener une politique de Front unique, qui consiste à chercher à l'unité pour défendre des revendications concrètes. Mais nous devons aussi, dans le même temps, polémiquer contre les analyses et les solutions de la galaxie antilibérale (directions syndicales, FdG, Attac, Fondation Copernic, etc.). Il n'y a pas de solution keynésienne à la crise : la relance par la dépense pu-

blique et les hausses de salaires, sans remise en cause de la propriété privée et sans rupture avec l'UE, est une impasse complète qui ne peut mener qu'à une austérité accrue. Nous devons nous appuyer sur l'échec de la relance de 1981 pour expliquer que la seule alternative politique à l'austérité, est un gouvernement des travailleurs, basée sur l'auto-organisation, qui engagerait concrètement la rupture avec l'ordre capitaliste : en expropriant les grands groupes capitalistes, en planifiant l'économie, en transformant en profondeur l'organisation du travail par l'autogestion ouvrière, en rompant avec l'UE et en contrôlant les flux de marchandises et d'argent.

Au lieu de chercher à s'inscrire dans le processus des assemblées citoyennes du PCF, nous devrions nous adresser à l'ensemble des organisations anticapitalistes, à l'ensemble des travailleurs/ses, pour débattre de l'alternative anticapitaliste à construire... qui ne peut être qu'une alternative aussi au programme et à la stratégie du FdG ! Au moment où des centaines de milliers de travailleurs/ses et jeunes cherchent une alternative au PS, assumons-nous enfin comme anticapitalistes conséquents, osons parler du communisme, de notre programme et des mesures concrètes à prendre, pour disputer l'hégémonie aux antilibéraux.

Élections municipales et européennes : pour des listes anticapitalistes défendant un programme anticapitaliste !

La direction du parti ne tire aucune leçon du passé. La motion qu'elle soumet au CPN propose de discuter de listes communes avec le Front de gauche aux municipales (mais pas aux européennes... comprenne qui pourra !) autour d'un « plan de mesures d'urgence sociale et démocratique ». Autrement dit, la porte est ou-

verte pour des alliances à géométrie variable et pour une campagne qui mettrait de côté l'axe fondamental de toute stratégie anticapitaliste : la rupture avec les institutions et la nécessité d'un gouvernement des travailleurs pour expropriier les grands groupes capitalistes. Cet axe devrait structurer l'ensemble de nos campagnes,

même si bien sûr nous devrions l'articuler avec des revendications locales lors des élections municipales et la nécessité de rompre avec l'UE lors des élections européennes.

Nous devrions utiliser les élections pour expliquer le sens de notre intervention dans les luttes (en opposition à la politique

des bureaucraties syndicales, pour l'auto-organisation et le front unique dans l'action...) et pour promouvoir nos solutions. Chercher à se mettre d'accord, avec le Front de gauche autour de quelques mesures partielles, c'est nécessairement mettre sous le boisseau ce qui « fâche », c'est-à-dire l'essentiel.

Le texte soumis au congrès parisien (qui a fait consensus entre toutes les sensibilités du parti) fixe une orientation claire qui devrait être majoritaire au sein du NPA : nous voulons aller aux élections avec un programme anticapitaliste : un programme de transition qui relie nos revendications à la nécessité du pouvoir des travailleurs pour les imposer. Nous nous adressons en conséquence uniquement aux forces anticapitalistes pour les défendre avec nous : cela exclut toute possibilité de liste commune avec les composantes du FdG, mais permet d'ouvrir des discussions avec Lutte ouvrière et Alternative libertaire. Nous proposons au CPN de suivre le même chemin : priorité aux discussions avec LO et AL pour des listes anticapitalistes indépendantes, pour explorer la possibilité de se présenter à la fois aux municipales et aux européennes.

Le texte de la position Y re-

fuse, au niveau national, tout accord avec le FdG. Nous sommes totalement d'accord. En revanche, il envisage la possibilité, au niveau local, de listes communes avec des composantes du FdG qui refuseraient tout soutien même critique au gouvernement ou aux municipalités de gauche. C'est une condition nécessaire, mais non suffisante : toute liste commune devrait se faire sur un contenu anticapitaliste conséquent.

En outre, la position Y propose l'axe suivant pour les campagnes de 2014 : « *Contre le gouvernement et l'austérité, contre la droite et l'extrême droite : Préparons la Riposte* ». C'est insuffisant. Si nous devons marteler notre opposition frontale à ce gouvernement au service des capitalistes, nous devons aussi mettre l'accent sur nos solutions, qui doivent être radicalement différentes de celles du Front de gauche, en les articulant toutes à un objectif clair : « *Tout le pouvoir aux travailleurs : exproprions les capitalistes pour satisfaire les besoins sociaux!* »

Il faut s'adresser à tou-te-s les travailleurs/ses écœuré-e-s par ces politiciens au service du système et mettre l'accent sur la bonne cible (la propriété privée des moyens de production) et le bon moyen pour l'atteindre (l'auto-organisation, et

non le recours à l'homme providentiel). Décliner un catalogue de mesures d'urgences sans dire comment les imposer, ne convaincra personne et ne permettra pas de faire avancer la conscience anticapitaliste des travailleurs.

Enfin, nous devons être clairs sur ce que nous ferons au 2e tour des municipales : nous sommes d'accord avec la PY pour ne pas appeler à voter PS face à l'UMP. Mais nous sommes en désaccord sur le fait d'appeler à voter PS face au FN (qui risque d'être présent dans beaucoup de municipalités au second tour). Le PS, comme l'UMP, est aujourd'hui un parti bourgeois qui sert les intérêts des capitalistes. On ne peut lui apporter aucun soutien électoral. L'union sacrée avec la bourgeoisie est tout sauf un moyen pour contrer le FN, qui aurait beau jeu de s'ériger en seul opposant à l'ensemble de la classe politique. Face au discrédit croissant de l'UMP et du PS, c'est notre capacité à incarner une alternative politique crédible et désirable, totalement indépendante des forces du système, qui sera le meilleur rempart contre la menace fasciste qui réapparaît avec l'approfondissement de la crise.

Tendance CLAIRE

Bilan du CPN des 23–24 mars 2013 : Face à une direction rigide, se regrouper et reconstruire le NPA

Ce CPN s'est déroulé en 2 séquences. La 1ère était consacrée à l'élection du CE et de ses prérogatives. Nous avons demandé que cette discussion passe après les débats sur l'orientation. Il nous semblait logique qu'avant de définir une direction il fallait choisir les tâches politiques et l'orientation qu'elle doit appliquer. Cela a été rejeté.

Dans ce débat, la X a été très rigide, en privilégiant ses intérêts d'appareil, voulant diriger seule et accusant les autres de ne pas respecter les votes de congrès. Elle a ainsi pu imposer son schéma de 29 membres (dont 15X) et qui alterne CE longs et CE courts. Un CE court durant une heure, cela fait 2 minutes d'intervention maximum par membre. Il est évident que

la discussion politique –concernant les tracts hebdomadaires, les communiqués, l'intervention médiatique des porte-parole etc. - ne pourra y avoir lieu et que la vraie direction du parti passera au secrétariat, sans aucun contrôle militant. Après le CPN, chambre d'enregistrement du CE lors de la dernière mandature, voici le CE chambre d'enregistrement d'un secrétariat

non élu !

La dissolution annoncée de la plate-forme X est donc bien hypocrite, l'appareil se maintenant et ses dirigeants continuant à avoir une intervention concertée dans le NPA. La direction considère ainsi qu'avec ses 50,6% au congrès obtenus grâce à des formulations floues, elle doit pouvoir rafler tous les pouvoirs.

La 2ème séquence de ce CPN était consacrée à l'orientation politique pour les deux mois à venir. Nous avons proposé une dissociation des questions du pouvoir et du gouvernement (pour continuer la discussion sur ces thématiques sans faire un copier-coller des débats du congrès), de celle des campagnes à mener, afin d'éviter que ce CPN ne serve à rien. Cela a été

refusé.

Nous avons voté contre, avec les camarades Y, le texte majoritaire issu de la X. Malgré les améliorations apportées par des membres de la Y, elle reprend les analyses keynésiennes pourtant balayées largement au congrès accusant l'austérité d'aggraver la crise, signifiant qu'une autre politique est possible dans le cadre du capitalisme. Elle se contente d'égrener les luttes que nous soutenons et reste obnubilée par le FdG.

Nous avons à la place soutenu un texte commun Y-Z qui selon nous avance dans la bonne direction, proposant des campagnes concrètes dans l'éducation et les facs, contre l'ANI et pour la convergence des luttes, contre notre propre impérialisme et en

lien avec la construction d'une alternative politique de classe et le gouvernement des travailleurs. Celle-ci a été repoussée à 3 voix près.

Au moment où les camarades de la Y se structurent en courant, nous leur proposons à nouveau, ainsi qu'à tous les camarades de notre parti, W bien sûr mais aussi X soucieux de rompre avec une orientation floue qui bloque toute véritable construction, la création d'une grande tendance pluraliste pour un NPA révolutionnaire, militant, qui saisit toutes les luttes – sociales, démocratiques, écologiques – pour mettre en accusation le système et développer notre projet de société.

JB, F., L., M. (PF Z/TC)

Contribution : quelle orientation du NPA pour les luttes contre les réformes gouvernementales dans l'Éducation Nationale ?

Un triple enjeu

L'enseignement occupe une place de choix dans l'offensive du gouvernement Hollande-Ayrault contre les travailleur/ses. Les trois réformes (décret sur les rythmes scolaires, loi d'orientation et loi Fioraso) sont d'abord un enjeu par leur importance objective : elles constituent une pièce du dispositif visant à améliorer la compétitivité des capitalistes français et elles produiront des transformations profondes du système éducatif actuel.

Ensuite, le décret sur les rythmes scolaires se heurte à une résistance importante, mettant en difficulté Peillon. Une victoire sur cette question porterait un coup d'arrêt à ces réformes, donnerait de la confiance aux collègues du secondaire et du supérieur pour s'engager à leur tour dans la lutte et enverrait plus largement au monde

du travail le signe qu'il est possible d'infliger une défaite à ce gouvernement. Il y a donc un enjeu politique évident pour qui prétend combattre concrètement le gouvernement.

Enfin, l'éducation reste probablement de tous les secteurs professionnels celui au sein duquel le NPA possède le poids le plus grand. C'est donc là qu'il nous est le plus possible dans l'immédiat d'apporter la preuve concrète de l'utilité de notre parti, de la justesse de son orientation et de la nécessité de le renforcer.

En ce sens, à la lecture du projet de résolution PX pour le CPN, on est stupéfait de voir que la mobilisation enseignante est certes mentionnée dans l'analyse de la situation, mais qu'elle ne fait pas partie des « campagnes » sur lesquelles « nous devons développer notre intervention essentielle ».

« Abrogation en l'état » et « vraie réforme » ou abrogation et revendications des collègues en lutte ?

C'est bien sûr le premier point à définir. Or le projet de résolution présentée par la PX reste muet sur le sujet. Quant au communiqué du NPA du 12/03 (publié par le CE après consultation de la commission Education Nationale), correct sur beaucoup de points, il affirme aussi deux choses passablement discutables. Il y est question du « décret sur les rythmes scolaires, dont les enseignants exigent l'abrogation en l'état » et, un peu plus loin, « des enseignants (...) du primaire qui luttent (...) pour une vraie réforme avec les moyens dignes de ce nom ». L'axe de se battre « pour une autre réforme des rythmes scolaires » fait même l'objet de tout un article dans le

bulletin NPA EN du 76. Cela pose plusieurs problèmes.

Premièrement, cela tend à suggérer que le gouvernement PS au service du MEDEF pourrait faire une bonne réforme des rythmes scolaires : est-ce ce que les camarades pensent ? S'ils ne le pensent pas, pourquoi s'exprimer ainsi ? Faut-il alimenter ce qu'il peut rester d'illusions à nos collègues sur la politique du gouvernement ? Non, il faut combattre les illusions pied à pied, en montrant que derrière l'enfumage des rythmes scolaires, il s'agit de territorialiser l'enseignement, d'accroître la charge de travail des profs et de continuer la politique des petits pas pour remettre en cause les statuts. Demander l'abrogation « *en l'état* », c'est ouvrir la porte à une réécriture du décret, en concertation avec les organisations syndicales (au moment même où la direction nationale du SNUipp aide le gouvernement en demandant justement la « *réécriture* » du décret et des concertations locales pour son application concertée, au lieu de son abrogation). Or, une telle perspective ne peut que freiner les luttes, d'autant plus que le gouvernement, face à la résistance, a choisi d'émietter les bagarres en offrant aux municipalités la possibilité d'une application en 2013 ou en 2014.

Ensuite, ce que veulent les collègues, est-ce d'abord et avant tout une réforme des rythmes ? Non ! Pour améliorer les conditions de travail et d'enseignement, il faut d'abord et avant tout obtenir l'abrogation des contre-réformes de Sarkozy, rétablir les RASED, créer tous les postes nécessaires pour abaisser les effectifs.

Enfin, la question des rythmes divise les enseignant-e-s :

chacun-e a son idée sur le sujet. Et c'est précisément pour cela que le gouvernement met cette question en avant pour essayer d'affaiblir les résistances à un projet de fond qui n'a rien à voir avec cela.

En fait, pour définir les revendications, il faut s'appuyer sur la fraction de notre classe la plus mobilisée et la plus avancée sur le plan revendicatif. Ainsi pouvons-nous nous appuyer sur la plateforme revendicative adoptée par l'AG de 400 professeurs des écoles de Paris en grève le 22 janvier¹, qui demande bien l'abrogation du décret tout court, ne demande pas de « vraie réforme des rythmes scolaires », mais l'abrogation des contre-réformes de Sarkozy, la baisse des effectifs par classe et la titularisation des précaires. Cette plateforme doit bien sûr être complétée par l'exigence du retrait de la loi d'orientation et de la loi Fioraso, mais tout le monde parmi nous semble d'accord là-dessus.

La direction de la FSU est-elle « passive »... ou dressée de toutes ses forces contre la lutte des personnels, pour protéger le gouvernement ?

Selon le projet de résolution de la PX, « *dans l'éducation nationale alors que la discussion sur les rythmes scolaires prépare une offensive contre les personnels de l'enseignement, la direction de la FSU reste passive incapable de s'engager résolument sur le terrain des mobilisations* ».

Comme Antoine et Sylvain ont commencé à le souligner à juste titre dans leur contribution, cette affirmation est fautive du début à la fin :

– *la discussion sur les rythmes scolaires* ». Discussion ? De quoi

les camarades de la PX veulent-ils parler ? Des concertations auxquelles les directions syndicales ont participé avec le ministère ? Ou bien du passage en force sur le décret contre lequel une forte majorité s'est dégagée au CSE ?

– « prépare une offensive » : les camarades ne se sont-ils pas rendus compte qu'elle a déjà commencé et est bien avancée : décret sur les rythmes (publié fin janvier 2013), loi d'orientation (votée le mardi 19 mars, avec l'abstention des députés du Front de Gauche et loi Fioraso (avant juin).

– *la direction de la FSU reste passive* » ? Là, c'est vraiment très fort ! Les camarades n'ont-ils/elles pas lu l'article publié dans TEAN n° 183 du 21/02/2013 sur le congrès de la FSU qui explique que la direction FSU, comme celle du SNUipp, refuse de demander l'abrogation du décret sur les rythmes scolaires, le retrait de la loi d'orientation et le retrait de la loi Fioraso ? Ignorent-ils/elles que la direction du SNUipp fait une pression tous azimuts sur les sections départementales pour éviter qu'elles prennent position pour l'abrogation et qu'elles se joignent à l'appel national à la grève de la CGT, de Sud, de FO et de la CNT pour le 28 mars et pour isoler la mobilisation parisienne ?

Bref, si la réforme de Peillon passe, ce ne sera que grâce au soutien de la direction de la FSU. Les chiffres de grévistes ne laissent aucun doute : 60% le 12 février, malgré le peu de préparation, lorsque la direction nationale du SNUipp a été forcée d'appeler à la grève. Si le gouvernement avait face à lui une intersyndicale nationale FSU-FO-CGT-Sud-CNT demandant l'abrogation, il serait forcé de reculer.

1. **Plateforme de l'AG des professeurs des écoles grévistes de Paris le 22 janvier 2013** : *L'abrogation du décret sur les rythmes scolaires, l'arrêt de l'aide personnalisée et des stages de remise à niveau ; l'abandon du LPC ; la suppression de l'annualisation du temps de service ; la suppression des évaluations nationales ; l'arrêt des programmes de 2008 ; l'abandon du fichage via base élèves ; la baisse des effectifs par classe ; le retour des RASED avec des recrutements pour compenser les suppressions des cinq dernières années ; le recrutement de PVP à la hauteur des besoins pour remplacer les heures supplémentaires ; la création d'un statut de fonctionnaire pour les AVS ; la présence d'une ASEM par classe en maternelle ; la titularisation et une formation de qualité pour les animateurs des temps périscolaires (BAFA gratuit...).*

Quelle intervention du NPA et de ses militants ?

Dans cette situation, que pouvons-nous faire pour aider au développement de ces luttes et favoriser leurs chances de victoire ? Comment regrouper une fraction plus grande des enseignant-e-s autour de notre politique ?

Mener le combat au sein de la FSU

La prise de position de la FSU et de ses syndicats, qui sont largement majoritaires dans l'éducation et ont une influence plus grande encore, est décisive. On l'a vu notamment le 12 février : en se joignant à la grève sous la pression de nombreuses sections départementales, la direction nationale du SNUipp en a assuré malgré elle le succès. Inversement, le SNES, en prenant une position opposée, a assuré l'échec de cette journée dans le secondaire.

C'est pourquoi notre première activité doit être de mener le combat dans la FSU et ses syndicats pour qu'ils prennent des positions correctes, en proposant des motions dans les instances. Cette activité n'a de sens que si elle ne reste pas enfermée entre les quatre murs de notre instance, mais si

nous la faisons connaître largement à la base du syndicat et au-delà, si nous en faisons un instrument pour mobiliser et organiser nos collègues.

Le début de discussion sur le bilan du récent congrès de la FSU semble suggérer qu'il y a des appréciations divergentes sur ce point. Il serait sain de les dire ouvertement afin qu'elles puissent être discutées dans le parti, en commençant dès ce CPN. De ce point de vue, il serait souhaitable de savoir ce qui est fait en ce moment même par les nombreux/ses camarades (notamment de la PX) qui ont des responsabilités syndicales dans l'enseignement et notamment dans la FSU.

Il faut aussi se battre dans les diverses tendances de la FSU où nous militons pour que tous les tendances minoritaires, qui pèsent environ 30% des voix, signent un appel commun et public pour demander l'abrogation du décret sur les rythmes scolaires, le retrait de la loi d'orientation et de la loi Fioraso, l'appel à la grève du jeudi 28 mars et au-delà à l'amplification de la mobilisation. Cela pourrait donner confiance à des collègues pour participer à la grève et permettre de regrouper un pôle combatif et militant dans notre secteur.

Contribuer à l'auto-organisation

En parallèle avec ce combat au sein du syndicat, il faut s'efforcer de mobiliser nos collègues, en organisant des heures d'info syndicale, des AG d'établissement, d'arrondissement ou de ville, chercher à les coordonner à tous les échelons. Cela est nécessaire partout, même là où les syndicats défendent au départ des positions correctes. La meilleure façon que la lutte se développe, c'est que les travailleurs/ses la prennent en main. C'est aussi le meilleur cadre pour que se forge la conscience politique de nos collègues à la chaleur de la lutte.

Au niveau des écoles, il est souvent possible d'obtenir le soutien des parents d'élèves, comme en a témoigné par exemple la manifestation organisée à Paris le samedi 2 février, ainsi que les réactions de collègues ayant des enfants scolarisés en primaire à notre travail. Là encore, notre rôle, c'est de proposer une forme d'auto-organisation adaptée pour contribuer à ancrer et développer la mobilisation.

S. (PZ/TC, enseignant, suppléant CPN, Commission EN) et L. (PZ/TC, Paris, enseignant, membre du CPN)

« 6E RÉPUBLIQUE » DE MÉLENCHON

La solution n'est pas la « 6e République » de Mélenchon, mais un gouvernement des travailleurs/ses qui s'attaque au capitalisme

L'économie française est au plus mal : pas de croissance, un chômage qui monte en flèche, des plans de licenciement qui se succèdent. Le gouvernement n'a qu'une seule feuille de route : améliorer la compétitivité des entre-

prises françaises en cassant les acquis sociaux. C'est le sens de la transcription de l'accord interprofessionnel sur l'emploi (ANI) dans la loi. Hollande a clairement fait comprendre que le parlement devait exécuter les ordres du patro-

nat : pas un seul amendement ne sera accepté s'il n'est pas validé par le Medef. Et Hollande va continuer les attaques : contre-réforme des retraites à l'automne, « choc de simplification » pour les patrons, poursuite et amplification



Manifestation pour la « 6e République » le 5 mai 2013 à Paris et cortège « Préparons la riposte! » du NPA (Photothèque Rouge).

des exonérations de cotisations patronales, etc.

Alors que Hollande continue à prétendre que « la crise de la zone euro est derrière nous », un accord monstrueux a été imposé par la Troïka sur le dos des travailleurs chypriotes. Décidé par Merkel et accepté par Hollande, il s'agit d'un diktat antidémocratique (puisque le parlement de Chypre n'a pas eu son mot à dire) et anti-social qui marque un saut qualitatif dans la gestion de la crise. Jusqu'à présent, des plans d'austérité (couplés à des prêts européens) étaient imposés pour éviter un effondrement économique. Désormais, la Troïka refuse de sauver les maillons faibles : une grande partie du secteur bancaire chypriote a été liquidée en une nuit, ce qui provoquera un effondrement économique encore plus important qu'en Grèce. Et le laboratoire chypriote pourrait s'étendre à d'autres pays, comme l'a très clairement fait comprendre le président de l'Eurogroupe.

C'est dans ce contexte qu'a éclaté « l'affaire Cahuzac ». Homme de confiance de Hollande, chantre le plus brillant de l'austérité de « gauche », Cahuzac a été protégé jusqu'au bout par le gouvernement, l'opposition UMP et les médias du système, qui se sont déchaînés contre les journalistes de *Mediapart*. Ses aveux, rendus inéluctables en raison de la progression de l'enquête de juges opiniâtres, retentissent comme un coup de tonnerre, car Cahuzac est tout sauf une exception : il in-

carne à merveille cette gauche du fric, cette gauche qui sert les patrons, tout en parlant de « justice sociale ». Tous ses petits copains l'ont accablé, ont joué les effarouchés, mais personne n'est dupe : ils l'enfoncent pour essayer de se sauver. Mais il est certain que d'autres têtes vont tomber, car le grand déballage ne fait que commencer. De façon pathétique, Hollande nous a sorti son « choc de moralisation », et chaque politicien tente de prendre les devants en exhibant son patrimoine sur la place publique. Ces tristes pantins de la société du spectacle auront au moins le mérite de nous faire rire!

Ces révélations arrivent au plus mauvais moment pour le gouvernement. Alors qu'il devait passer à la vitesse supérieure dans ses attaques contre les travailleurs/ses, il est désormais totalement délégitimé, et sa duplicité éclate au grand jour. Le « pourfendeur de la finance » s'était non seulement entouré d'un Cahuzac (par ailleurs jadis condamné pour « travail dissimulé » : il avait surexploité une femme sans papier, payée 250 € par mois pour 40h de travail!), mais aussi d'un trésorier de campagne qui avait investi son pognon aux îles Caïman... Moins de 30% des personnes sondées font encore confiance en Hollande, et moins de 20% des ouvriers/ères.

Mélenchon cherche à profiter de la situation : il se rêve en premier ministre de Hollande avec une majorité élargie au Front de gauche. Il appelle à une « marche citoyenne pour la 6e République »

comme solution à la crise! Avec le soutien d'Eva Joly, Mélenchon cherche à canaliser la colère populaire dans une solution institutionnelle... avec en fait comme objectif principale de progresser aux municipales et européennes de 2014! Cela dit, le Front de gauche refuse toujours de se définir comme opposant à ce gouvernement de bourgeois corrompus! Il continue de lui apporter un soutien critique. Et encore : la « revendication » immédiate de cette marche, dont la date a été choisie un an jour pour jour après l'élection présidentielle, c'est surtout de demander à Hollande de bien vouloir tenir ses engagements de campagne — ce qui revient à protéger le gouvernement au lieu de s'affronter enfin à lui. Les composantes du Front de Gauche ont des positions souvent dirigeantes dans les syndicats. Mais au lieu de consacrer leurs forces à faire échouer les contre-réformes du gouvernement, elles préfèrent préparer les élections municipales de 2014! Nous ne devons surtout pas apporter le moindre soutien, même critique, à une telle marche qui refuse la rupture avec le gouvernement Hollande et propose pour l'avenir une nouvelle République bourgeoise. C'est une opération de diversion.

Nous devons mettre en avant une orientation ouvertement critique et alternative à la sienne, en articulant les deux axes suivant :

1. Nous ne voulons pas changer le numéro de la république, nous voulons changer de société et en finir avec ce système qui nous broie!

Cela ne sera possible que par le pouvoir des travailleurs/ses, qui seul pourra prendre les premières mesures de rupture avec le capitalisme :

- Démantèlement des institutions de l'État bourgeois, mise en place d'institutions nouvelles fondées sur l'auto-organisation à tous les niveaux avec des Assemblées générales souveraines élisant leurs délégué-e-s mandaté-e-s, révocables, indemnisés au niveau du salaire moyen des travailleurs/ses ;
- Égalité des droits politiques et sociaux pour toutes et tous : Français/étrangers, hommes/femmes, homo/hétéro... ;
- Sortie du nucléaire en moins de 10 ans, et planification de l'économie qui permettra de satisfaire les besoins sociaux tout en éradiquant les productions nuisibles et les gaspillages actuels
- Expropriation sans indemnités et nationalisation des grands groupes capitalistes, production sous contrôle ouvrier ;
- Interdiction des licenciements et partage du travail entre toutes et tous ;
- Rupture avec l'Union européenne capitaliste, monopole du commerce extérieur et accords commerciaux équitables, sortie de l'euro et mise en place d'une monnaie inconvertible (unité de compte) émise en fonction de ce qui est produit dans l'économie réelle ;

- Mesures d'aide à l'extension du processus révolutionnaire aux autres pays d'Europe et du monde... .

Cela n'est certes pas pour tout de suite, mais c'est cet objectif que nous devons mettre en avant ouvertement aujourd'hui. C'est à cet objectif qu'il nous faut gagner toutes celles et ceux qui sont à juste titre écoeuré-e-s par le système en crise et ses politicien-ne-s corrompu-e-s. C'est en défendant sans complexe ces perspectives révolutionnaires que nous pourrions éviter qu'ils/elles ne se fassent dupé-e-s par les illusions réformistes du Front de gauche. C'est d'autant plus nécessaire que l'extrême droite, pourtant elle aussi liée aux hautes sphères du capital financier, tente de profiter de la situation pour défendre à une échelle de masse ses « solutions » démagogiques, racistes, voire fascistes.

2. Dans l'immédiat, l'urgence n'est pas d'aider Mélenchon et le Front de gauche à faire parler d'eux... en commençant à préparer les municipales de 2014 ! Mais c'est de combattre le gouvernement Hollande, de réaliser le « tous ensemble » pour mettre en échec toutes ses attaques. Derrière la crise politique, la crise sociale continue de se développer. Nous ne devons pas oublier que les principales luttes actuelles se font sur le terrain des revendications contre les licenciements et les contre-réformes de

Hollande-Ayrault (grève des PSA Aulnay, mobilisation dans l'éducation nationale contre la réforme des rythmes scolaires et la loi Fioraso, etc.). Le discrédit irréversible du PS au pouvoir doit être vu comme une aubaine car il efface les dernières illusions qu'il y avait envers lui, il permet de faire comprendre à une échelle de masse que la seule solution passe par la montée en puissance de la lutte des classes :

- Battons-nous dans l'objectif d'un affrontement majeur avec le patronat et le gouvernement, pour le tous ensemble et la grève générale ;
- Imposons la rupture de nos organisations syndicales et du Front de gauche avec le gouvernement, pour le « front unique ouvrier » dans la lutte des classes : zéro licenciement, abrogation de l'ANI et de la loi qui est en train d'en sortir, retrait des contre-réformes Peillon dans l'Éducation, contre l'austérité dans les services publics, contre la répression des syndicalistes, des jeunes des quartiers, des sans-papiers
- Retrait des troupes au Mali, soutien aux processus révolutionnaires en cours et combat contre les formes d'intervention de notre impérialisme à l'étranger (intervention au sol, zone d'exclusion aérienne, fournitures d'armes, etc.)

Tendance CLAIRE

Mélenchon : ses solutions et les nôtres

Après le « choc de compétitivité » n°1 avec le crédit d'impôt de 20 milliards pour les patrons, Hollande annonce le « choc de compétitivité » n°2 avec la baisse de la fiscalité sur les plus-value. Les entrepreneurs « pigeons » bénéfi-

cieront d'abattelements conséquents afin de récompenser leur « prise de risque ». Chaque ministre crie son amour pour « l'entreprise qui crée de la richesse », et les pigeons roucoulent de plaisir. La palme revient à un patron, cité par Ma-

rienne¹, qui s'est adressé à Fleur Pellerin (ministre des PME) en lui disant : « vous êtes ma deuxième maman ». . . . Que c'est touchant !

Et pendant ce temps là, Hollande refuse une quelconque amnistie sociale. Pour le gouverne-

1. http://www.marianne.net/Entre-Hollande-et-les-pigeons-ca-roucoule%C2%A0_a228533.html

ment, il ne faut rien céder aux travailleurs alors que des attaques de grande ampleur se préparent pour l'automne, avec notamment une nouvelle réforme des retraites. Dans un rapport sur l'évolution des salaires en France¹, l'économiste de gauche « atterré »² Askenazy alerte le gouvernement sur une scandaleuse anomalie en Europe : les salaires réels continuent à augmenter en France malgré la crise ! Pour y remédier, il préconise la multiplication des dérogations aux accords de branche, le basculement du financement de la Sécurité sociale vers les impôts (pour diminuer le « coût » du travail), et l'inflation (ce qui permettra de baisser les salaires réels en « douceur »).

Dans ce contexte, et en réaction à la crise politique et morale ouverte par « l'affaire Cahuzac », Mélenchon appelle le 5 mai à une « marche pour la 6e République ». Ces derniers jours, les grands médias lui ont déroulé le tapis rouge pour faire la publicité de sa manifestation. Au-delà des effets de manche et du talent indiscutable de Mélenchon pour affronter les journalistes et déconstruire leurs discours, il est important d'étudier de près ses solutions³, qu'il a pu longuement exposer dans l'émission « Des paroles et des actes »⁴ du jeudi 25 avril.

Dans la majorité ou dans l'opposition ?

Mélenchon est très clair : « *Pas un député PS n'avait été élu sans les voix du Front de gauche, et pas un des députés du Front de gauche ne l'avait été sans le PS (...). Cette majorité a été élue sur un programme et François Hollande a déplacé le curseur vers la droite, vers les solfériniens (...)* »

Je veux qu'on change le centre de gravité, qu'on applique une autre politique »

Mélenchon ne cesse de supplier Hollande de le nommer premier ministre, et il est même prêt à négocier un maroquin ministériel : « *Si c'est Montebourg le Premier ministre, le Front de gauche ira parler. On ira regarder si c'est possible [d'entrer au gouvernement]* » (Émission *C Politique* du 14 avril). Après tout, il faut se souvenir que Mélenchon a été ministre de Jospin. Il n'a pas moufeté quand celui-ci a servi bien gentiment les intérêts du patronat, a privatisé plus que Balladur et Juppé réunis, ou est intervenu en Afghanistan. Et il a lui-même mis en œuvre des contre-réformes comme ministre de l'enseignement professionnel, avec notamment la mise en place des « lycées de métiers » dont rêvait le Medef⁵.

Exproprier les grands groupes capitalistes ou respecter la propriété privée ?

Le journaliste François Lenglet n'a cessé de relancer Mélenchon : « *Monsieur Mélenchon, si vous étiez premier ministre que feriez-vous pour PSA ?* ». Mélenchon a beau s'agiter... il n'a rien de concret à proposer aux salariés de PSA. Exaspéré, il a fini par sortir : « *Vous aviez bien dit que j'étais nommé premier ministre, pas patron de PSA* ». Autrement dit, pas question d'exproprier PSA et d'interdire les licenciements ! Mais Mélenchon a une baguette magique : la « relance » ! Il nous a expliqué que la hausse des salaires permettrait d'augmenter la consommation, donc la production, donc l'emploi ! Et hop, plus de licenciement !

Le problème est que cela ne marche pas, et Mélenchon est bien placé pour le savoir : son idole, Mitterrand, élu sur la base d'un programme bien plus radical que le sien, a mis en place une politique de relance en 1981. Quelques mois plus tard, c'était le tournant de l'austérité pour une raison simple : les résultats étaient catastrophiques : chute de l'investissement, augmentation du déficit commercial, etc. En effet, les capitalistes produisent d'autant plus que le taux de profit est élevé. Il est donc totalement illusoire de croire qu'on pourra sortir de la crise, revenir au plein emploi, en augmentant les salaires ou les dépenses publiques tout en laissant le pouvoir économique entre les mains des capitalistes ! Tous les populistes qui ont promis la relance (et Papan-dréou en Grèce l'avait promis en se faisant élire en 2009 !) ont mis en place l'austérité. Parce que dans le cadre du capitalisme et en période de crise, il n'y a qu'une seule politique possible : l'austérité.

La seule alternative est la rupture avec le capitalisme, c'est-à-dire l'expropriation des grands groupes capitalistes, et la planification démocratique de l'économie. C'est uniquement si les travailleurs contrôlent les moyens de production qu'ils pourront les utiliser (tout en transformant en profondeur l'organisation du travail) pour satisfaire les besoins sociaux. Sinon, les capitalistes continueront à produire en fonction de la rentabilité de leurs investissements, et toutes les mesures keynésiennes qui nuisent à leurs profits ne feraient qu'approfondir la crise. Contrairement aux belles histoires que nous racontent les populistes, il n'y a pas de remède miracle à l'intérieur du capitalisme.

1. <http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/CAE-note005.pdf>

2. Askenazy est membre du collectif des « économistes atterrés » (<http://www.atterres.org/>) qui rassemblent des économistes (prétendument) opposés au néolibéralisme et aux politiques d'austérité.

3. Nous renvoyons, pour une analyse plus complète, à notre article d'avril 2012 intitulé « Mélenchon : un sauveur pour les travailleurs ? », <http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=343>

4. http://www.dailymotion.com/video/xzc4v3_jean-luc-melenchon-a-des-paroles-et-des-actes-le-25-04-2013_news

5. On pourra se reporter à l'excellent article d'Yves Bonin dans *Carré rouge* : « Lycée des métiers : Mélenchon réalise vieux rêve du MEDEF » (<http://www.carre-rouge.org/Numeros/N20/47.pdf>)

Annuler la dette ou la rembourser grâce à l'inflation ?

Pour Mélenchon, il n'est pas question d'annuler la dette. Il est en effet conscient que l'annulation de la dette publique mettrait à bas les grandes entreprises capitalistes. Mais il a une solution « miracle » : l'inflation, qui permet d'alléger le fardeau de la dette. C'est vrai, sauf que l'inflation revient à faire payer la dette aux travailleurs d'une autre façon, en diminuant le pouvoir d'achat de leurs salaires. Mélenchon nous loue les vertus « sociales » de l'inflation. Mais les keynésiens honnêtes (et Keynes lui-même) reconnaissent que l'inflation permet de diminuer les salaires réels. La « planche à billets » n'est pas un remède miracle : elle ne peut qu'alimenter l'inflation financière (et les bulles financières finissent par éclater comme on l'a vu en 2007) ou l'inflation réelle (la hausse des prix des biens et services), mais elle ne peut pas relancer la production, qui dépend fondamentalement du taux de profit.

Une vraie politique de rupture passe par une annulation de la dette publique, une indemnisation des petits épargnants et une spoliation des capitalistes. Cela est possible que si l'ensemble du système économique est réorganisé : monopole public bancaire, liquidation du capital fictif (les titres financiers), fermeture des marchés financiers, expropriation des grands groupes capitalistes et relance de la production sous contrôle des travailleurs.

Négocier avec Merkel ou rompre avec l'UE ?

Mélenchon est notre sauveur tout puissant : aussitôt nommé premier ministre par Hollande, il réussira à imposer à toute l'Europe sa politique : fini l'austérité ! La BCE sera mise au pas ! Les traités seront réécrits selon les desiderata de Mélenchon ! Qui peut croire à une telle fable ? Et pour-

quoi son maître, Mitterrand, a-t-il du se plier aux exigences du Système monétaire européen en 1983 ? Aurait-il manqué de volonté ?

En fait, Mélenchon devrait faire le même choix que Mitterrand : soit rompre avec l'UE pour essayer de mettre en œuvre sa politique antilibérale (s'il fait semblant d'y croire un minimum...), soit se couler dans le moule des institutions et des traités européens. En renonçant à poser honnêtement les termes de l'alternative, et en jouant les gros bras face à Merkel, Mélenchon prend les travailleurs pour des imbéciles. En refusant de rompre avec l'UE, Mélenchon révèle toute son inconséquence. Non seulement son programme antilibéral ne permet pas de sortir de la crise, mais en plus il aurait beau jeu, s'il arrivait au pouvoir, de s'abriter hypocritement derrière la contrainte européenne (comme Mitterrand jadis) pour renoncer à le mettre en œuvre.

Un gouvernement des travailleurs en rupture avec le capitalisme devrait bien évidemment rompre avec l'UE et sa monnaie. Une nouvelle monnaie devrait être créée, inconvertible sur les marchés financiers, émise et contrôlée par les travailleurs en fonction de ce qui est produit. Le nouvel État devrait établir un monopole du commerce extérieur (un contrôle strict des flux commerciaux avec le monde capitaliste), sous peine de se soumettre à la loi du marché et de tuer dans l'œuf le processus révolutionnaire. Il ne s'agit évidemment pas de théoriser l'autarcie, mais un État ouvrier devrait contrôler ses frontières, et tout faire pour étendre le processus révolutionnaire, car le socialisme dans un seul pays est condamné à déperir.

Soutenir ou s'opposer à l'impérialisme français ?

Admirateur du marchand de mort Dassault (qui ne fait visiblement pas partie de sa liste de « sa-

lopards »), Mélenchon est un soutien sans faille de l'impérialisme français. Il a soutenu l'expédition libyenne de Sarkozy. Et il refuse de s'opposer à la guerre au Mali. Selon Mélenchon, « les armées ont fait un travail parfait ». Quel cynisme ! Il est très probable que la France utilise des armes à uranium appauvri, qui ont des effets néfastes et de très longue durée, par la contamination des zones impactées. Mais Mélenchon ne s'en soucie guère. Ce qui le turlupine (et c'est ce qui a justifié l'absentéisme de députés du Front de gauche), c'est que l'expédition au Mali n'a pas été avalisée en bonne et due forme par l'ONU. Car pour Mélenchon, l'ONU, cette instance de concertation inter-impérialiste, est l'instance légitime pour décider du sort des peuples. La glorieuse ONU, qui a ordonné l'attaque de l'Irak en 1991, puis l'infâme embargo pendant 12 ans, causant des centaines de milliers de morts, est la référence de Mélenchon...

Manifester pour la 6e République avec Mélenchon ?

Notre désaccord avec Mélenchon est profond. Le problème n'est pas que Mélenchon serait « 80% » à gauche alors que nous serions « 100% » à gauche. Les solutions antilibérales sont une impasse complète pour les travailleurs, et il est hors de question pour nous de défendre ce « programme minimum » avec Mélenchon. Notre programme anticapitaliste et révolutionnaire n'est pas un « programme maximum ». C'est un programme concret de rupture avec le capitalisme, qui est la seule alternative aux politiques d'austérité menées par tous les gouvernements de gauche et de droite qui agissent dans le cadre du capitalisme.

Même si elle ne sera pas perçue exactement comme telle par tous, la manifestation du 5 mai, appelée par Mélenchon, n'est pas en opposition au gouvernement et centrée

sur le combat contre ses attaques. C'est une manifestation qui vise à promouvoir les solutions antilibérales et institutionnelles du Front de gauche. C'est une manifestation dont le cadre est fixé par l'exigence d'une 6e République, qui, malgré quelques réformettes démocratiques, resterait, comme la 6e République, bourgeoise et anti-ouvrière. C'est pourquoi, comme beaucoup de camarades du NPA, nous ne manifesterons pas avec le Front de gauche le 5 mai, alors que nous avons manifesté avec lui, par exemple, contre le TSCG à l'automne dernier.

Nous déplorons que, malgré le

combat que nous avons mené au comité exécutif, la majorité de la direction du NPA n'ait pas eu le courage politique d'un positionnement clair et lisible par tous. Ce n'est pas en se mettant à la remorque de Mélenchon, en refusant d'opposer clairement une alternative anticapitaliste et révolutionnaire aux remèdes illusoire de Mélenchon, que nous construirons le NPA comme un outil utile aux combats de notre classe pour son émancipation.

Dès aujourd'hui, notre priorité est au combat contre les licenciements et les attaques du gouvernement. Il est décisif de s'orga-

niser aujourd'hui dans les syndicats pour imposer la rupture de nos organisations avec le gouvernement. Il faut en finir avec le « dialogue social ». Pour éviter que l'histoire ne se répète, que les réformistes réussissent à canaliser les mobilisations, nous baladent avec leurs journées d'action, et nous entraînent à la dé faite (comme en 2010), le NPA doit s'adresser à tous les travailleurs révoltés, se confronter aux réformistes, et prendre des initiatives pour faire émerger un pôle alternatif à la politique des bureaucraties syndicales et du Front de gauche.

Tendance CLAIRE

INTERNATIONAL

Carnage du Rana Plaza (Bangladesh) : le capital ensanglanté

Le 24 avril 2013, à Dacca, Bangladesh, plus de 1 200 ouvrières et ouvriers sont morts dans l'effondrement de l'immeuble qui abritait l'atelier de confection de vêtements à très bas coût. Il s'agit ni plus ni moins de meurtres : refus d'évacuer malgré les premières alarmes, mépris des règles de sécurité élémentaires, portes fermées ; tous les faits accablent le patronat local. Mais la responsabilité est aussi celle grands groupes capitalistes occidentaux, français notamment, qui ne connaissent pas de limite dans leur exigence de profit. Car au de-là de l'effondrement qui a causé le carnage du Rana Plaza, le contexte social flirte avec l'esclavagisme, sur fond d'extrême pauvreté, de bidonville et de persécution syndicale. Et, à présent, les porte-parole des groupes occidentaux, pour leur défense, osent avec un cynisme incroyable ar-

guer l'ignorance des conditions sociales de leurs fournisseurs... alors même que dans le même temps ils pratiquent le chantage permanent à la délocalisation¹.



Effondrement d'un immeuble au Bangladesh

Ce drame révèle une nouvelle fois le caractère criminel du système capitaliste. La production du textile repose depuis plus de deux siècles sur une main d'œuvre traitée en moins que rien. Cela fait écho à une scène du roman de Jack London le Talon de Fer, aux États-Unis, au début du XXe siècle... Une jeune bourgeoise

s'éveille politiquement en découvrant les crimes de l'exploitation des ouvriers des usines textiles. Après avoir vu la situation d'un ouvrier au bras broyé au travail, et spolié dans sa demande d'indemnisation, elle exprime son écœurement :

« Je ne pourrais plus jamais prendre plaisir à mettre une jolie robe (...) »

Ce à quoi le héros révolutionnaire répond :

« Vous n'en prendrez pas davantage à mettre une robe en toile de sac. Il y a des filatures de jute, vous savez, et il s'y passe exactement la même chose. C'est partout pareil. Notre civilisation tant vantée est fondée dans le sang, imbibée de sang, et ni vous ni moi ni personne ne pouvons échapper à la tâche écarlate »²

Bien des décennies plus tard, le capitalisme a continué à chan-

1. Cf. notamment le témoignage contre H&M dans l'article *Au Bangladesh, les meurtriers du prêt-à-porter*, Monde Diplomatique n°711, p.9

2. Le Talon de Fer, de Jack London, p. 88, collection 10/18. Cet efficace roman de vulgarisation marxiste fut salué en son temps par Léon Trotsky, qui l'a préfacé.

ger le visage du monde, mais n'a toujours pas visage humain. On ne voit plus pareilles scènes aux États-Unis, mais toujours à Madagascar, en Inde, ou au Bangladesh. Et ce ne sont pas des « archaïsmes » voués à disparaître grâce au « développement », c'est le rôle qu'attribuent les puissances impérialistes à ces pays. Alors quand l'Union européenne blâme le gouvernement local, il s'agit d'une méprisable hypocrisie !

De fait, nous, travailleurs de ces pays dominants, portons tous des vêtements fabriqués par des quasi-esclaves comme ceux de Dacca. C'est une contradiction amère que le « bon marché » d'ici soit la sueur, le sang et les larmes de là-bas.

Face à cela, les réactions sont diverses. Certains – les plus aisés – tentent de se blanchir avec des achats labellisés « éthiques », la plupart restent piégés dans une os-

cillation entre mauvaise conscience et sentiment d'impuissance.

Mais il n'y a pas de fatalité. Dans un monde où la capacité de produire n'a jamais été aussi forte – et mal utilisée – la misère est un crime. Nous devons faire converger les luttes contre les exploités des deux hémisphères, qui sont souvent les mêmes. Travailleurs-ses de tous les pays unissons-nous !

Caster Gemenya

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO

Éditorial

– Le capitalisme à la retraite et sans pension ! (p. 2)

France

- Tapie – Lagarde : « escroquerie en bande organisée » (p. 4)
- Lutte des classes : le PS a choisi son camp ! (p. 5)
- La taxe à 75% : le symbole qui fait pschitt (p. 6)
- Armée : une campagne de propagande offensive (p. 6)

Luttes en France

- Jussieu : une action syndicale victorieuse ! (p. 8)
- Avelan libre, la lutte doit continuer pour la régularisation de tous les sans papiers ! (p. 8)
- Intermittents du spectacle : Entrons en lutte et convergeons avec les autres travailleurs/ses ! (p. 10)

Économie

- La mascarade du sommet européen sur l'évasion fiscale (p. 11)
- Les bienfaits du capitalisme : une récession à n'en plus finir et l'austérité comme seul horizon (p. 12)

Pour l'orientation du NPA

- Bilan du CPN des 25–26 mai (p. 13)
- Contributions pour le CPN des 25–26 mai (p. 13)
- Bilan du CPN des 23–24 mars (p. 15)
- Contribution sur l'Éducation Nationale (p. 16)

« 6e République » de Mélenchon

- La solution n'est pas la « 6e République » de Mélenchon, mais un gouvernement des travailleurs/ses qui s'attaque au capitalisme (p. 18)
- Mélenchon : ses solutions et les nôtres (p. 20)

International

- Carnage du Rana Plaza (Bangladesh) : le capital ensanglanté (p. 23)

Qui sommes-nous ?

La Tendance CLAIRE du NPA (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) a été fondée le 14 février 2009, au lendemain du congrès fondateur du NPA, par les militant-e-s venant de l'ex-Groupe CRI, certain-e-s de l'ex-LCR et d'autres sans parti auparavant. Sa base est constituée par le programme fondateur de la IVe Internationale, par les textes soumis aux AG électives et au congrès fondateur du NPA et par l'ensemble de ses élaborations publiées depuis.

La Tendance CLAIRE a initié avec d'autres camarades la plateforme 4 lors du congrès du NPA de février 2011 (3,7% des voix) et, avec le CCR, la plateforme Z lors du congrès de février 2013 (9% des voix).

Tout en contribuant résolument à construire le NPA dans la classe ouvrière et la jeunesse, la TC fait des propositions alternatives à l'orientation mise en œuvre par la direction majoritaire. Elle estime notamment que le refus de trancher entre projet d'un véritable parti révolutionnaire et projet d'une recomposition de la « gauche de la gauche » est à l'origine de la crise du NPA et nécessite de surmonter les importantes limites et ambiguïtés des textes fondateurs. La TC poursuit son combat pour une grande Tendance révolutionnaire, pour un NPA révolutionnaire démocratique et ouvert qui donne la priorité à la lutte des classes et porte un programme de transition axé sur l'objectif du gouvernement des travailleurs et des travailleuses.

La Tendance CLAIRE du NPA édite le bulletin *Au CLAIR de la lutte* (N° ISSN : 2101-6135). Le comité de rédaction est composé d'Anne Brassac, Nicolas Faure, Laura Fonteyn, Gaston Lefranc, Pauline Mériot, Antoni Mivani, Nina Pradier, Jean Veymont et Ludovic Wolfgang, responsable de la publication. Des pages de tribune libre sont ouvertes aux lecteurs après accord du comité de rédaction.

- Site du NPA : <http://www.npa2009.org>
- Site de la Tendance CLAIRE du NPA : <http://tendanceclaire.npa.free.fr>
- Courriel : tendanceclaire.npa@free.fr
- Téléphone : 06 64 91 49 63

